

QUELLES POLITIQUES DE GAUCHE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ?

MICHEL ROGALSKI *

Le tournant à gauche qui affecte une dizaine de pays du continent succède au triple cycle des dictatures, des « transitions démocratiques » et du néolibéralisme qui a marqué le continent depuis quarante années. Ces nouvelles expériences ont la lourde tâche de consolider la démocratie, faire face à la pauvreté et aux inégalités criantes et au désarroi des classes moyennes dans un contexte de large ouverture économique, d'une très forte violence sociale et d'un grignotage des sociétés par les activités informelles.

On s'interroge sur les traits marquants d'une politique de gauche dans le contexte latino-américain. Quatre champs principaux apparaissent qui constituent des « marqueurs » d'une orientation à gauche : le rapport au monde et notamment au grand voisin du nord ; l'attitude face à la pauvreté et aux inégalités ; les modalités de l'exercice du pouvoir ; la volonté de construire les bases matérielles et financières d'une croissance nécessaire au développement afin d'assurer l'indépendance du pays.

Au début des années 1990, l'effondrement du système soviétique a ouvert une période que beaucoup de commentateurs ont bien imprudemment qualifiée d'entrée dans la « fin de l'Histoire ». La trêve pour eux fut de courte durée car dès la fin de la décennie, l'Amérique latine est venue frapper à la porte de l'Histoire et n'a depuis lors cessé d'insister. En une cinquantaine d'années, le paysage politique de l'Amérique latine a été totalement chamboulé. Il s'est abattu sur ce continent un concentré de l'évolution du monde.

Fin 1958, les frères Castro renversent le régime corrompu du dictateur Batista qui régnait à La Havane avec l'appui de la mafia et de Washington. Prise du pouvoir par les armes qui laissera croire pendant une dizaine d'années – jusqu'à l'échec du Che en Bolivie – que seule la voie de l'insurrection armée pouvait venir à bout des

* ECONOMISTE, CNRS

régimes corrompus et dictatoriaux se réclamant de l'idéologie de la sécurité nationale. C'était l'époque où être radicalement de gauche signifiait adhérer au principe de la guérilla armée et défendre les acquis et l'image de la révolution cubaine. Le bilan de ces guérillas a donné lieu à une abondante littérature. En plus de celle de Cuba, deux d'entre elles sont parvenues au pouvoir : au Nicaragua avec la victoire des sandinistes qui chassèrent l'équipe corrompue et sanguinaire de Somoza, et au Salvador, sous forme d'un compromis initié par Perez de Cuellar sous les auspices de l'ONU et impliquant le partage des pouvoirs. Mais ce sont les échecs qui ont dominé la plupart de ces luttes armées – guérillas urbaines et rurales – dans les années soixante : Venezuela, Bolivie, Pérou, Argentine, Uruguay, Brésil. À cela s'ajoutait l'extrême division des forces révolutionnaires tiraillées entre des pôles concurrents : Moscou, Pékin et La Havane, sans compter quelques variantes trotskystes. Deux expériences restent atypiques. Par sa durée, la Colombie représente un record. Mais là, la protection et l'autodéfense de couches paysannes plus que l'objectif de la conquête du pouvoir central animaient dès le départ les guérillas qui ont trouvé les moyens d'entretenir jusqu'à près de quinze mille hommes en armes et de tenir ainsi l'armée gouvernementale puis les paramilitaires en échec. Les négociations, maintes fois rompues, ne portent que sur des objectifs périphériques attendus par la population – sort des prisonniers des deux camps, périmètres de souveraineté tolérés – mais ne permettent pas encore de penser une issue nationale au conflit. Le mouvement, plus récent, des zapatistes au Mexique, malgré sa prétention galactique, n'a pas véritablement de projet national et n'a jamais débordé les populations indigènes. Son rôle avait été très effacé lors de l'avant-dernière présidentielle. Il lui avait même été reproché d'avoir stérilisé les quelque milliers de voix qui avaient manqué à la victoire du candidat de la gauche.

C'était le temps des régimes dictatoriaux. Si les guérillas se sont pour la plupart effondrées, ces régimes se sont érodés et n'ont pas rempli les espoirs que les États-Unis leur avaient assignés à travers la promotion de l'Alliance pour le progrès initiée par Kennedy. C'était l'époque également d'une très forte surdétermination de la guerre froide, faisant de l'anticommunisme un unificateur de tout ce qui n'était pas procubain et favorisant ainsi à peu près partout des alliances nationales entre les partis se réclamant de l'Internationale socialiste et les forces conservatrices. Vers la fin des années soixante-dix, incapables de faire face aux problèmes sociaux et économiques montants, les juntes militaires discréditées durent passer la main, avec l'assentiment des États-

Unis, à des équipes civiles. Compromis boiteux donnant naissance à des régimes hybrides – des « démocratures », mélanges de dictature et de démocratie – où militaires tortionnaires et victimes durent apprendre à vivre ensemble à coup d'amnisties rétroactives symbolisant la fragilité des rapports de forces établis. L'Argentine et le Chili constituent des cas emblématiques de ces situations. Mais happés par la crise de la dette et le choc pétrolier, ces équipes connurent des records d'impopularité, de corruption, d'instabilité politique et s'engagèrent dans les politiques d'ajustement structurels préconisées par le FMI et touchant de plein fouet les classes moyennes. Partout les inégalités et la marginalité sociales s'accroissent, favorisant le développement du travail informel de survie et les violences urbaines. La ponction subie au titre du service de la dette représenta selon les pays et les années de 2 à 7 % du PIB. Pour la plupart, ces pays optèrent en faveur de politiques d'attractivité les mettant en concurrence et consistant à attirer un maximum de capitaux étrangers en menant des politiques de moins-disant social et fiscal. Dans le même temps les fuites de capitaux, les exils dorés en Floride et les consommations ostentatoires des riches se multiplièrent, permettant à ces derniers de vivre du continent plutôt que de le développer. La protestation populaire s'amplifia et porta un besoin urgent de changement.

C'est dans le contexte de l'usure des transitions démocratiques et d'un néolibéralisme discrédité – la décennie perdue – et de la fin de la guerre froide que le « tournant à gauche » de l'Amérique latine se met en place. Et le pouvoir y est conquis majoritairement à travers des élections qui sont légitimées par des contrôles de l'OEA et la présence de nombreux observateurs internationaux. Toutes ces expériences s'inscrivent dans des trajectoires singulières profondément ancrées dans l'histoire de chaque pays. Elles traduisent néanmoins partout l'épuisement des politiques néolibérales et l'impact de leurs dégâts. Elles sont portées par des mouvements sociaux très divers, variés dans leur composition et leur mode d'action : grèves syndicales, mouvements paysans, coupeurs de routes (« *piqueteros*»), associations de quartiers, marches des Indiens. Les apports idéologiques sont multiples et s'inspirent de la théologie de la libération, du marxisme, de l'indigénisme, du féminisme, de l'écologie, du nationalisme.

Des traits communs marquent tous ces pays. Au-delà des désillusions démocratiques largement partagées, ces expériences héritent toutes d'une situation catastrophique. Quand la gauche accède au pouvoir, elle doit reconquérir des marges de

souveraineté économique perdues et donc établir un type de relations internationales nouveau qui rende ces pays moins dépendants. Elle doit aussi faire face à une importante population pauvre et donc à une forte attente populaire en direction de laquelle des signaux clairs doivent être émis. Il faut d'urgence soulager la misère des couches marginalisées – parfois jusqu'à 40 % de la population – tout en étant attentif à l'appauvrissement des classes moyennes malmenées et qui, ayant sanctionné les équipes précédentes, attendent beaucoup de ces nouvelles expériences. L'ampleur de la tâche est immense car les pays sont exsangues. Tout est à construire : système de santé, travaux d'infrastructures, logements décents, contrôle des ressources nationales des hydrocarbures à l'eau, lancement de réformes agraires, augmentation de l'autonomie alimentaire, alphabétisation des adultes, scolarisation des jeunes. Il s'agit d'assurer un développement maîtrisé au service de tous.

Le continent a subi deux traumatismes majeurs, les régimes militaires répressifs et une décennie de diktats néolibéraux du FMI. Cela a laissé des traces dans l'imaginaire de gauche et constitue des figures de repoussoir. Ayant souvent noué des alliances avec les partis conservateurs et ainsi été associés aux expériences néolibérales, les partis affiliés à l'Internationale socialiste – une trentaine sur le continent – se sont trouvés hors jeu lors de la plupart des « virages à gauche » et parfois éliminés de toute place sérieuse dans les nouveaux paysages politiques. Ils sont aujourd'hui dans la recherche de la reconquête du terrain perdu, conscients de l'assise populaire de ces régimes. Souvent l'analyse en termes de deux gauches est avancée. L'une socialiste modérée (sociale-démocrate), l'autre « nationale populaire » qui réduirait aux yeux de la première la problématique de la démocratie à celle de la participation et de la justice sociale. Opposées sur le social ou la politique étrangère, ces deux composantes de la gauche entretiennent des relations ambiguës, conflictuelles ou coopératives selon les lieux ou les moments. Faut-il en faire le clivage central du débat politique continental et considérer que le véritable enjeu du tournant à gauche se réduit à la perte de l'hégémonie sociale-démocrate, comme certains à la droite du PS l'apprécient ? À l'opposé, du côté de la IV^e Internationale, l'ennemi principal serait devenu le « néodéveloppementisme » et sa forme régionalisée, le Mercosur. Il conviendrait alors de tirer sur tout ce qui s'opposerait au « socialisme du XXI^e siècle » fût-ce au prix d'un retour du néolibéralisme écarté avec tant de peine. En réalité, les analyses en termes de deux gauches, qu'elles soient menées par les tenants d'une social-démocratie

frileuse craignant d'être balayée du jeu politique, ou par une extrême gauche radicalisée ne s'imaginant aucun allié possible qui n'accepterait pas la rupture immédiate, partagent beaucoup en commun. Ces deux conceptions oublient tout simplement que les formes de domination de l'impérialisme sur l'ensemble du continent restent pour l'essentiel en place, qu'elles n'ont pas été terrassées et y conservent encore de fortes positions appuyées sur les oligarchies financières locales toujours avides de revanche. L'évolution du Chili, du Honduras et du Paraguay nous le rappelle cruellement. Le dernier Forum de Sao Paulo qui rassemble les forces progressistes d'Amérique latine sous forme d'espace de débats et d'échange d'expériences a vu l'ancien président Lula envoyer un message de soutien appelant ouvertement à la victoire d'Hugo Chávez à la prochaine présidentielle – « Ta victoire sera notre victoire ». Ce qui marque la fin de la théorie suicidaire des « deux gauches ».

La question centrale porte moins sur ces débats de tactique que sur l'essentiel. De quoi souffre l'Amérique latine ? De quoi a-t-elle besoin ? Qui peut y contribuer ? Continent riche en ressources, en main-d'œuvre qualifiée, des richesses y sont produites, mais sont pillées. Les gens sont pauvres, mais côtoient des riches vivant de ce continent, un pied sur place et un autre à l'extérieur. Pour qu'un tel système perdure, des dictatures se sont installées, la répression, l'austérité et l'appauvrissement ont sévi. Comment tourner la page ?

Quels sont aujourd'hui les principaux invariants de ce tournant à gauche, au-delà des diversités constatées qui reflètent un arc-en-ciel de politiques menées ? Avant de s'engager dans cette quête, faisons litière du thème qui empoisonne tout débat sur l'Amérique latine, à savoir l'accusation de « populisme » ou de « nationalisme » portée sur tout régime désireux de promouvoir des réformes radicales. Ces deux notions empoisonnent le débat sur l'Amérique latine, car elles servent à disqualifier toute expérience en cours au nom qu'elle emprunterait à ces deux travers et qu'il y aurait donc lieu d'être d'une extrême prudence à leur égard. Poser en ces termes la question revient à faire preuve d'une grande ignorance sur la réalité de ce qui se joue et sur la relativité des concepts qui dans le temps et le lieu doivent échapper à toute transposition de grille d'analyse. Le nationalisme s'est historiquement incarné dans des conjectures fort différentes. Il y a celui qui opprime et domine et celui qui libère. Quoi de commun entre le nationalisme allemand de la période nazie qui voulait asservir l'Europe et celui des peuples colonisés porteur d'une dimension émancipatrice face aux

métropoles ? Rien évidemment au-delà du vocabulaire. Chaque avancée populaire en Amérique latine a toujours conjugué Bolivar et Marx, c'est-à-dire émancipation nationale et luttes sociales. Vocabulaire repoussoir en Europe, car servant ici à dénoncer les élites, les nantis, les fonctionnaires, les étrangers, les autres pays, etc., le populisme s'inspire en Amérique latine d'une tradition qui remonte aux années 1930 et qui recherche un tout autre objectif : incorporer les exclus, ceux qui sont à la marge de la société. C'est le sens de nombreuses politiques sociales qui ont vu le jour, *Bolsa Familia* au Brésil, *Misiones* au Venezuela, *Plan Familias* en Argentine, *Oportunidades* au Mexique, *Chili Solidario* au Chili, etc. Ces politiques ne nourrissent aucune xénophobie et n'ont pour seules cibles que la pauvreté et les inégalités. Elles visent à revenir sur plusieurs décennies de pouvoir sans partage des oligarchies dominantes qui, au lieu de développer le continent, s'en sont nourries.

Si nationalisme et populisme font autant figures de repoussoir c'est parce que l'Amérique latine a toujours représenté un prolongement pour l'Europe et qu'il devait donc être possible de pouvoir la lire et la décoder en projetant sur elle notre grille d'analyse et qu'en retour, il devait bien y avoir là-bas quelque chose d'exemplaire pour nous. Ce débat sémantique n'est que le reflet d'un jeu de miroirs avec la double conséquence qu'il implique : erreur d'analyse de la situation là-bas et crainte – ou espoir – de la contagion qu'il pourrait impliquer ici.

Une particularité du continent est d'échapper en large partie aux conflits religieux ou civilisationnels, non pas qu'il n'y aurait pas de minorités ethniques marginalisées, mais parce qu'aucun conflit communautaire ou religieux ne structure les lignes de clivages politiques de façon essentielle, au point de prendre l'avantage sur les questions sociales, comme cela peut être le cas dans d'autres continents.

À bien regarder l'arc-en-ciel des politiques de gauche en Amérique latine, il ressort que les questions nodales se polarisent autour de quatre grands thèmes incontournables.

En premier lieu, le rapport à l'extérieur fait clivage. Continent dominé et pillé, il importe de mesurer la volonté de résistance et de reconquête de souveraineté. Cela concerne d'abord le rapport aux États-Unis qui symbolisent la force opprimante mais également l'attitude face aux firmes multinationales. Certains pays sont plus sensibles que d'autres. Douze années après la conquête du pouvoir par Chávez, le Venezuela dirige toujours 90 % de ses exportations pétrolières vers les États-Unis, ce qui assure le financement de 75 % de son budget par le pays qui

est désigné comme l'adversaire principal. On mesure la difficulté de l'expérience en cours. Les modalités de la participation à l'intégration régionale constituent également un marqueur identitaire. Plusieurs regroupements existent qui, sous l'influence des pays du tournant à gauche, ont réussi à s'émanciper de la prégnance états-unienne. Si s'orienter à gauche n'implique pas nécessairement d'adhérer à l'Alba, en revanche cela paraît incompatible avec la signature de traités de libre commerce avec les États-Unis. La diplomatie du « grain de sable » développée par la Bolivie sur les questions environnementales et climatique notamment n'a suscité aucun émule (pas même au sein de l'Alba) et a plutôt contribué à isoler le pays qu'à promouvoir les principes invoqués. Par contre, l'Équateur, dans son soutien à Julian Assange et à WikiLeaks, a su rassembler l'ensemble du continent. L'application du principe stupide, « les ennemis de mes ennemis sont mes amis », a aveuglé nombre de dirigeants du tournant à gauche dans leur appréciation des « révoltes arabes », leur faisant oublier que le fait créateur de la solidarité internationale ce n'était pas l'ennemi commun, mais le partage de valeurs communes.

En deuxième lieu, la prise en compte de la pauvreté et des inégalités sociales constitue un marqueur incontournable de ces expériences. Réduire la pauvreté, élever les minimums sociaux, mettre en œuvre des politiques propaupres favorisant l'accès aux besoins essentiels des couches les plus dévalorisées, combattre la précarité et le travail informel qui minent la société, tels sont pour l'essentiel les leviers indispensables. Mais ceci ne résout pas les problèmes d'inégalités sociales souvent criantes. En effet, ces politiques relèvent le plus souvent de dépenses publiques financées à l'aide d'une ressource première exportée (pétrole, gaz, minerais...). Il y a moins de pauvres, les pauvres sont moins pauvres, mais les riches sont toujours riches, voire plus riches et n'ont pas perdu les bases économiques, financières, foncières et médiatiques de leur pouvoir. Ayant conservé le statut de classe riche avec tous les privilèges qui l'accompagnent, ils ne se résignent pas à perdre le pouvoir politique. La situation est pour eux incongrue, nouvelle et alimente leur désir de revanche. Il ne peut y avoir de politique propaupres sans qu'en même temps les bases du pouvoir des oligarchies ne soient érodées. La redistribution, conçue de façon assistancielle sans prendre appui sur une réduction de l'exploitation, serait insuffisante. Cela est d'autant plus vrai lorsque, et c'est le cas le plus fréquent, ces oligarchies sont articulées à des réseaux internationaux puissants.

En troisième lieu, les modalités de l'exercice du pouvoir doivent retenir l'attention. C'est une question importante parce

qu'elle cristallise souvent les accusations de « populisme ». Les libertés publiques ont-elles été élargies ? Les exclus de la vie politique, notamment les pauvres, ont-ils été réinsérés dans les mécanismes de la vie politique ? La liberté d'expression et de manifester est-elle sans faille ? La corruption, souvent massive dans le continent, fait-elle l'objet d'une répression énergique, ou bien la laisse-t-on aller au fil de l'eau, au risque de créer une nouvelle bourgeoisie liée au régime établi ? La lutte contre la drogue, dont on sait combien elle alimente la corruption, fait-elle partie des priorités gouvernementales ? Enfin, l'insécurité, notamment urbaine, qui se nourrit du terreau de la misère, de tous les trafics et d'un sentiment d'impunité, est-elle prise à bras-le-corps ?

Enfin, le quatrième et dernier point concerne la volonté de construire les bases matérielles et financières d'une croissance nécessaire au développement. Car il ne saurait y avoir d'indépendance politique réelle qui ne soit assise sur des bases matérielles solides et donc sur une vision claire du rôle de l'État dans la politique économique du pays. On est donc loin de la vision libérale de l'État minimum seulement garant des contrats et de la propriété. Ce qui est à l'ordre du jour c'est la construction d'un État développeur qui se fixe pour objectif d'intervenir directement dans l'économie pour favoriser le développement national, augmenter les dépenses sociales pour le plus grand nombre. Souvent faibles, ces pays n'ont pas la capacité à eux seuls de renverser le cours de la mondialisation. Écartant toute idée d'autarcie, ils doivent tout à la fois se prémunir des effets dévastateurs et déstabilisants de la finance en favorisant le financement du développement par le recours à l'épargne intérieure et en choisissant des taux de change suffisamment bas et donc compétitifs pour contrarier les effets désindustrialisant du syndrome de la « maladie hollandaise ».

Les figures emblématiques de Marx et de Bolivar veillent à la réussite de ces expériences et doivent se conjuguer. Ce serait déjà un résultat fort méritoire si ces politiques réussissaient à améliorer durablement la vie quotidienne des couches les plus défavorisées et à démocratiser les rapports sociaux et politiques dans les divers pays du continent. Les problèmes radicaux qu'il s'agit d'affronter concrètement méritent plus que de simples discours radicaux. Les gauches sud-américaines possèdent suffisamment d'atouts pour affronter ces terribles défis avec une certaine dose de créativité pour que nous puissions toujours en apprendre quelque chose.